

Convention collective

**IDCC : 8233. –ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX
(Seine-Maritime et Eure)
(3 juillet 1970)**

(Etendue par arrêté du 2 août 1971,
Journal officiel du 21 septembre 1971)

**AVENANT N° 1 DU 31 JANVIER 2012
À L'ACCORD DU 27 JANVIER 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

NOR : AGRS1297081M
IDCC : 8233

PRÉAMBULE

Les parties ont convenu de modifier les dispositions de l'article 4 de l'accord du 27 janvier 2009, concernant le montant de l'indemnisation de la garantie incapacité temporaire, afin de rédiger la partie relais mensualisation suivant les termes de l'accord national.

Article 1^{er}

Garantie incapacité temporaire

Les dispositions de l'article 4, 2°, de l'accord du 27 janvier 2009 sont modifiées comme suit :

« Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires, versées par Agri-Prévoyance, égales à 30 % du salaire journalier de référence jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent aux allocations que l'intéressé perçoit de la MSA.

Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA.

En tout état de cause, l'indemnisation du salarié par Agri-Prévoyance ne peut avoir pour effet de lui servir un revenu de remplacement net (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) supérieur à sa rémunération nette d'activité.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par Agri-Prévoyance sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base. »

Les autres dispositions de l'article 4 restent inchangées.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent accord prendra effet à compter du premier jour du trimestre civil qui suit la publication de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent accord sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires ont convenu de demander sans délai l'extension du présent accord.

Fait à Rouen, le 31 janvier 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat des entrepreneurs des territoires de l'Eure ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de la Seine-Maritime.

Syndicats de salariés :

Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;

UR des syndicats de l'agroalimentaire CFDT de Haute-Normandie ;

UR des syndicats CFTC-Agri de Haute-Normandie ;

UD des syndicats FO de l'Eure ;

UD des syndicats FO de Seine-Maritime ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC.